

**Septième session de la Commission de statistique de l'OCI
2-3 mai 2018, Ankara – Turquie**

RAPPORT FINAL

1. La septième session de la Commission de statistique de l'Organisation de la coopération islamique (OIC-StatCom) a été organisée par le Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC) en collaboration avec la Banque islamique de développement (BID) les 2 et 3 mai 2018 à Ankara, République de Turquie.
2. Un total de 69 délégués des offices nationaux de statistique (ONS) de 31 pays de l'OCI, dont l'Albanie, l'Azerbaïdjan, le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Gambie, la Guinée, l'Indonésie, l'Iran, la Jordanie, le Kazakhstan, la Libye, la Malaisie, les Maldives, le Mali, le Maroc, le Mozambique, le Niger, Oman, le Pakistan, la Palestine, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Somalie, le Soudan, la Tunisie, la Turquie, les Émirats arabes unis, Ouganda et Ouzbékistan et les organisations régionales et internationales y compris le SESRIC, la BID, l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), l'Institut arabe de formation et de recherches statistiques (AITRS), le Centre statistique du Conseil de coopération pour les pays arabes du Golfe (CCG-STAT), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Partenariat statistique au service du développement au 21e siècle (PARIS21), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et la Division des statistiques des Nations Unies (UNSD) ont participé à cette session.
3. L'ordre du jour de la septième session de l'OIC-StatCom était comme suit:
 - Séance d'ouverture
 - Activités réalisées et prévues de l'OIC-StatCom
 - Amélioration des systèmes d'enregistrement et des statistiques des faits d'état civil (CRVS) pour la série de recensements de la population et des logements 2020;
 - Amélioration de la production, la diffusion et l'utilisation des statistiques de la migration; et
 - Hiérarchisation et mesure des indicateurs des ODD et leur harmonisation et appropriation au niveau national
 - Discussions ouvertes et séance de clôtures
4. Tous les documents de la septième session de l'OIC-StatCom, y compris toutes les présentations et déclarations, sont disponibles en ligne au <http://www.oicstatcom.org/event-detail.php?id=1898> et peuvent être consultés au besoin pour obtenir plus de détails.

Mercredi 02 mai 2018

Séance d'ouverture

Discours de bienvenue

5. Après la récitation de versets coraniques, la séance d'ouverture a débuté par les allocutions de bienvenue du Dr Suhariyanto, Statisticien en chef de BPS-Statistics Indonésie, Président du Bureau de

RAPPORT FINAL

l'OIC-StatCom pour sa cinquième et sixième sessions, de S.E l'Ambassadeur Musa KULAKLIKAYA, Directeur général du SESRIC; de M. Ousmane SECK, Directeur à la Banque islamique de développement (BID) et de M. Nabil DABOUR, Directeur général adjoint du SESRIC, a prononcé au nom de S.E Dr Yousef A. AL-OTHAIMEEN, Secrétaire Général de l'OCI.

6. Dans son discours, **M. Suhariyanto, statisticien en chef du BPS-statistics d'Indonésie, Président du Bureau de l'OIC-StatCom pour sa cinquième et sixième sessions**, a souligné que les sessions de l'OIC-StatCom revêtent une importance stratégique pour évaluer les activités et faire face aux problèmes des pays de l'OCI dans les domaines statistiques. Il a déclaré que les ONS ont un programme exigeant pour améliorer la qualité des données, publier les données à temps, augmenter la couverture et l'accessibilité de l'information. Le Dr Suhariyanto a poursuivi en indiquant que les ONS doivent adopter de nouvelles approches pour l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et maintenir des systèmes efficaces. De son côté, BPS-Statistics Indonésie tente actuellement de mettre en œuvre un cadre d'assurance qualité et de moderniser ses systèmes statistiques en utilisant de nouvelles technologies dans des domaines tels que l'échantillonnage, la personnalisation selon les demandes des utilisateurs, les réseaux sociaux et les applications mobiles. Selon lui, les sessions de l'OIC-StatCom agissent comme un forum stratégique pour développer la coopération et le partenariat statistiques entre les pays de l'OCI et échanger les expériences pour moderniser les systèmes statistiques officiels. À la fin de son discours, le Dr Suhariyanto a remercié les membres du Bureau de l'OIC-StatCom pour leur soutien lors des cinquième et sixième sessions.
7. Rappelant que la septième session de l'OIC-StatCom coïncide avec le 40^{ème} anniversaire de la création de SESRIC, **S.E. l'Amb. Musa KULAKLIKAYA, Directeur général du SESRIC**, a déclaré dans son allocution de bienvenue que la valeur des statistiques est mieux perçue lorsque des politiques saines basées sur des données de haute qualité aboutissent à des résultats en matière de développement et des résultats vitaux. L'appropriation nationale et l'investissement dans les principes des Systèmes statistiques nationaux (SSN), la coopération Sud-Sud (CSS), le 40^{ème} anniversaire de l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre les pays en développement ont été les principaux points abordés au cours de son discours. En outre, l'Amb. KULAKLIKAYA a abordé les principaux thèmes de discussion de la session en cours, à savoir: la population et l'habitation, les statistiques sur la migration, les indicateurs des objectifs de développement durable (ODD), et la Vision stratégique 2030 de l'OIC-StatCom. Avant de conclure, le Directeur général du SESRIC a une nouvelle fois exprimé ses sincères remerciements aux membres sortants des cinquième et sixième session du Bureau de l'OIC-StatCom.
8. Le message de S.E. **Dr Yousef A. AL-OTHAIMEEN, Secrétaire général de l'OCI**, a été lu par M. Nabil DABOUR, Directeur général adjoint du SESRIC. En vue du Programme d'Action de l'OCI-2025, le message de Son Excellence a souligné que la Commission de Statistiques de l'OCI devrait orienter les politiques de développement dans les États membres de l'OCI pour les prochaines années

**Septième session de la Commission de statistique de l'OCI
2-3 mai 2018, Ankara – Turquie**

RAPPORT FINAL

en développant des indicateurs significatifs et fiables et fournissant l'aide aux pays en difficulté pour renforcer considérablement leurs capacités statistiques nationales.

9. **M. Ousmane SECK, Directeur à la Banque islamique de développement (BID)**, a d'abord remercié le SESRIC pour l'organisation de la septième session, puis abordé plusieurs questions concernant les récents développements économiques mondiaux et les réformes internes du Groupe de la BID pour mieux servir les pays membres et renforcer son modèle économique par des solutions de développement durable et par la décentralisation.

Adoption de l'ordre du jour

10. Le Dr Suhariyanto, Président des cinquièmes et sixièmes sessions, a résumé le projet d'ordre du jour et donné la parole aux participants pour qu'ils formulent leurs observations. L'ordre du jour est adopté tel qu'il est.

Élection des membres du Bureau (président, vice-présidents et rapporteur(s)) pour les septième et huitième sessions

11. Selon les nouvelles candidatures reçues, les membres du Bureau de l'OIC-StatCom pour ses septième et huitième sessions ont été composés comme suit : **Président**: Malaisie, **Vice-présidents** : Turquie et Tunisie, **Rapporteurs** : Palestine et Ouganda.

Tour de Table: Introduction des participants

12. Les délégués se sont brièvement présentés. **Le Dr Mohd Uzir MAHIDIN, Statisticien en chef du Département de la statistique de la Malaisie (DOSM)**, a remercié les délégués et a déclaré que c'était un privilège d'être choisi président de l'OIC-StatCom pour ses septième et huitième sessions.

Session sur les « Activités réalisées et prévues de l'OIC-StatCom »

13. **Le Dr Atilla KARAMAN, chercheur au Département de la statistique et d'information (DSI) du SESRIC**, a présenté les activités en cours du SESRIC, en sa qualité de Secrétaire de l'OIC-StatCom, y compris les applications statistiques développées ; à savoir, la base de données statistiques de l'OCI (OIC-Stat), les pays de l'OCI en chiffres (OIC-CIF), l'application mobile du SESRIC, l'OCI et de l'OCI, l'utilitaire de classement de l'OCI (OIC Ranker), l'outil de recherche premier-dernier (Top-Bottom Finder). Le Dr KARAMAN a informé l'auditoire sur les projets à savoir l'élaboration de la base de données de l'industrie de la finance islamique ; le Projet de développement de l'emploi et de l'entrepreneuriat pour les syriens et palestiniens (SPEED) ; et les statistiques de financement du développement, y compris les ateliers sur les statistiques de financement du développement cartographie statistique, la Cartographie du paysage de l'aide au développement et de la coopération, et d'adhésion du SESRIC au Groupe du travail du SPTDD.

RAPPORT FINAL

- 14. Mme Nenden Octavarulia Shanty, chercheuse au DSI du SESRIC**, a informé le public sur les projets et programmes d'information statistique, principalement les activités du Programme de renforcement des capacités statistiques de l'OCI (StatCaB); l'intégration des 'Questions sur le tabagisme à utiliser dans les enquêtes (TQS)' dans les enquêtes nationales des pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI); la réunion de l'OIC-StatCom à la Commission de statistique des Nations Unies; les activités de collaboration avec des organisations internationales telles que la FAO, l'OIT, OPHI parmi d'autres; l'évaluation par les pairs pour les offices nationaux de statistique dans les pays membres de l'OCI (OIC-Peer); le suivi de la sécurité alimentaire; Programme de Certification et d'Accréditation: plate-forme d'apprentissage en ligne, la Boîte à outils de sensibilisation statistique; et les accords bilatéraux (protocoles d'accord) et d'autres adhésions à des réseaux mondiaux.

Questions et réponses

- 15. Le FNUAP** a demandé si le SESRIC prévoit d'élaborer une base de données sur les statistiques de financement du développement dans le cadre de ses efforts sachant que celles-ci sont déjà disponibles dans la base de données de l'OCDE (OECD. Stat). Le SESRIC a répondu que l'intention n'est pas de dupliquer les efforts déployés par d'autres organismes internationaux et a informé que le Soutien Public Total au Développement Durable (SPTDD) est développé par le Groupe de travail, du SPTDD, dont le SESRIC est membre, pour élargir l'approche de l'aide publique au développement (APD) en prenant aussi en compte la perspective des pays bénéficiaires pour une meilleure évaluation des flux de financement du développement. À cet égard, le SESRIC a souligné qu'il est nécessaire de faire progresser la coopération entre les intervenants afin de transférer le savoir-faire nécessaire pour permettre la production de statistiques pertinentes et boucher les lacunes en matière de données. En ce moment, le SESRIC effectue une enquête pour cartographier le paysage de l'aide au développement et de la coopération dans les pays de l'OCI dont les résultats seront transformés en un annuaire en ligne pour diffuser l'information sur l'aide au développement et les institutions de coopération dans les pays de l'OCI. À cet égard, la collaboration des membres de l'OIC-StatCom est requise afin de faciliter la diffusion de l'enquête correspondante aux autorités compétentes dans leur pays respectif. S.E. l'Amb. KULAKLIKAYA a pris la parole et ajouté qu'il existe différents prestataires de l'aide au développement dans le monde. L'OCDE recueille des données à partir de ses membres du Comité d'aide au développement (CAD) et des pays non-membres du CAD, y compris certains pays de l'OCI tels que la Turquie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis qui fournissent un soutien important à d'autres pays. Rappelant à l'adhésion du SESRIC au Groupe de travail du SPTDD, le directeur général du SESRIC a bonnement exhorté les États membres à y accorder plus d'importance pour accroître leur visibilité auprès d'autres pays donateurs en renforçant leurs systèmes statistiques. À côté des institutions pertinentes dans les pays de l'OCI tels que l'Agence turque pour la coopération et la

RAPPORT FINAL

coordination (TIKA) faisant rapport au CAD (de 300 millions de dollars américains en début des années 2000 à 6 milliards de dollars tout récemment), S.E: l'Amb. KULAKLIKAYA a souligné que les ONG fournissent également des quantités énormes de flux d'aide au développement et doivent être considérées comme des partenaires de développement.

16. **PARIS21** a demandé plus de précisions sur les domaines couverts dans la liste d'experts de l'OCI (ROSE). Le SESRIC a répondu que Rose comporte 5 principaux domaines de la statistique que l'on trouve actuellement dans le classement des activités statistiques (CSA)-Révision I-oct. Version 2009 et 1 domaine supplémentaire intitulé « Compétences professionnelles des statisticiens officiels » pour refléter le besoin croissant de compétences en gestion dans les statistiques officielles. Les enregistrements effectués dans Rose proviennent pour la plupart des ONS mais il y figure aussi quelques travailleurs indépendants. Le SESRIC a également informé que l'UNSD a récemment étendu la couverture de la classification des activités statistiques en incluant les nouvelles tendances statistiques telles que « big data » et le SESRIC peut tout aussi inclure ces éléments dans les domaines de la statistique de Rose dans un proche avenir.
17. **AFRISTAT** a félicité SESRIC pour les activités réalisées et a demandé plus d'informations concernant les questions budgétaires relatives à ces activités statistiques. Le SESRIC a informé que le budget du centre provient des contributions reçues des pays de l'OCI pour ses trois activités principales à savoir les statistiques, la recherche et la formation. SESRIC a poursuivi en affirmant que, malgré la modicité des ressources financières dont il dispose, l'impact dans les pays de l'OCI est remarquable. Le SESRIC a également mentionné que les ressources allouées aux systèmes statistiques nationaux ne sont pas suffisantes pour satisfaire aux exigences du Cadre de surveillance et de rapport des ODD ; les gouvernements devraient donc investir sur le développement des infrastructures et des ressources humaines de leurs systèmes statistiques. Pour sa part, S.E. l'Amb. KULAKLIKAYA a expliqué que le SESRIC dépend des contributions des pays membres de l'OCI, mais plus de la moitié d'entre eux ne contribuent pas au budget annuel du Centre. Le SESRIC est ouvert aux contributions du Groupe de la Banque islamique de développement pour plus d'activités et de projets dans le domaine des statistiques officielles. Le SESRIC mène ses activités en se fondant sur les enquêtes pour identifier les besoins et les capacités des pays membres, celles-ci sont liées aux statistiques et à d'autres questions en liaison avec d'autres mandats du Centre. Le SESRIC s'efforce de trouver des contributions éventuelles des pays membres. Après réception des réponses de l'enquête, le Centre fait correspondre les pays membres fournisseurs et ceux bénéficiaires dans l'esprit de la coopération Sud-Sud. Le directeur général du SESRIC a également mentionné qu'il y a des activités en cours entre le Centre et le FNUAP et que plusieurs activités ont été organisées en collaboration avec l'OMT sur les comptes satellites du tourisme. S.E. l'Amb. KULAKLIKAYA a souligné l'utilité des contributions en nature dans le cadre de ces activités. À cet égard, S.E. l'Amb. KULAKLIKAYA a encouragé les pays membres à accorder

RAPPORT FINAL

plus d'importance aux enquêtes distribuées par le SESRIC et a souligné que le sentiment d'appropriation est également nécessaire pour guider les activités du Centre.

18. Le **Soudan** a, d'autre part, souligné que par comparaison, il existe une forte coopération entre les pays d'Afrique et la Banque africaine de développement sur les questions statistiques. Une collaboration semblable avec la BID serait utile. Le SESRIC a une fois de plus remercié la BID pour avoir coorganisé la présente session et ajouté que le Centre accorde des allocations quotidiennes et billets d'avion pour faciliter l'organisation des missions statistiques. À cet effet, le SESRIC a réitéré sa volonté d'élargir la coopération avec la BID et d'autres intervenants.
19. La **Tunisie** a suggéré qu'une analyse des défis du Centre pourrait servir de base sur laquelle les pays membres peuvent apporter leur contribution pour atténuer ces problèmes. La Tunisie affirme son appui aux activités de coopération Sud-Sud du Centre. La Tunisie a soutenu que servir les pays de l'OCI, répartis sur 4 continents et de régions différentes, est une question difficile pour le SESRIC. D'autre part, la Tunisie a souligné que le SESRIC peut avoir un rôle de premier plan sur des thèmes spécifiques aux pays de l'OCI tels que les statistiques sur la finance islamique. La Tunisie a également ajouté que le rôle du SESRIC sur les objectifs de développement durable est tout aussi important. Le SESRIC a répondu que toutes les activités statistiques menées par le Centre ont un lien avec le Document de la vision stratégique de l'OIC-StatCom 2020 et chaque fois qu'un nouveau sujet est prévu, il est porté à l'OIC-StatCom pour recevoir l'approbation des participants. En ce qui concerne les travaux sur les statistiques de la finance islamique, l'OIC - StatCom les a inscrit dans ses domaines statistiques prioritaires propres aux pays de l'OCI. Le SESRIC a rappelé que le Centre a conçu et distribué *l'enquête sur la base de données de l'industrie de la finance islamique pour les pays membres de l'OCI* et a informé que les réponses reçues des banques centrales et autorités des marchés financiers sont d'une importance cruciale vu que ces institutions sont les principaux organismes chargés de recueillir et diffuser des données sur les activités de la finance islamique, s'il y a lieu, dans les pays de l'OCI respectives. Le SESRIC a déclaré qu'il n'y a actuellement d'autres institutions dans les pays de l'OCI travaillant sur les questions des statistiques de la finance islamique et le SESRIC a l'intention de ne pas dupliquer les efforts plutôt à les compléter. À cet égard, le SESRIC est devenu membre du groupe de travail sur la banque islamique sous les auspices du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale (ISWGNA). Le Groupe de travail devrait coordonner les travaux statistiques relatifs à la finance islamique, favoriser la recherche sur les implications statistiques du système bancaire islamique dans les comptes nationaux et élaborer les directives pratiques sur le traitement des opérations bancaires islamiques. Concernant les ODD, le SESRIC a demandé aux membres de l'OIC-StatCom qui n'ont pas encore communiqué leurs réponses de l'enquête de tendances sur les ODD prioritaires des pays membres de l'OCI d'envoyer leur questionnaire dûment rempli parce que l'inclusion des 23 pays de l'OCI qui n'ont pas encore répondu dans l'analyse permettra de déterminer une liste solide de priorité des ODD au niveau de l'OCI. Le

RAPPORT FINAL

SESRIC est actuellement entrain de planifier l'inclusion d'une catégorie d'ODD dans sa base de données OICStat.

20. Les *Maldives* s'est félicité des activités de renforcement des capacités statistiques de SESRIC et a demandé un mécanisme de validation des compétences des experts pour accroître la qualité des activités. Les Maldives ont également déclaré que la base de données OICStat est très bonne et a demandé si plus d'intérêt peut être accordé aux petits États insulaires en développement. Le **SESRIC** a déclaré que le point soulevé par les Maldives a été noté et va exercer plus d'efforts pour faire correspondre les experts appropriés aux besoins exprimés par les pays bénéficiaires.
21. L'*AITRS* s'est enquis de la taille du Programme StatCaB de SESRIC. SESRIC a mentionné que StatCaB est le programme phare du Centre, et une plus grande partie du budget alloué aux activités liées à la statistique est utilisé dans le programme StatCaB. En ce qui concerne les défis du Centre dans l'organisation des programmes, S.E. l'Amb KULAKLIKAYA a souligné que la majorité de ceux-ci sont liés à l'appropriation par les pays membres et leur durabilité. Si les pays s'impliquent, de bonnes plates-formes pour la coopération pourront être réalisées. Deuxièmement, les pays de l'OCI sont répartis sur quatre continents, ce qui exige du SESRIC prudence pour faire correspondre les pays de l'OCI en fonction de leurs besoins et capacités indiqués. La langue est également un autre obstacle, ce qui conduit au classement des pays dans le même groupe linguistique. Malgré tous ces défis, S.E. l'Amb. Musa KULAKLIKAYA a affirmé que le SESRIC travaille dur pour augmenter le nombre d'activités et a remercié les pays de l'OCI pour leur soutien en fournissant des experts pour les activités statistiques. Concernant les sujets de recherche, le directeur général du SESRIC a mentionné que les demandes pour les thèmes de recherche sont reçus par différentes instances de l'OCI et les réunions ministérielle thématiques, et le SESRIC soumet le rapport de recherche demandé à ces instances. Par exemple, le Centre mène actuellement un projet de recherche sur la diaspora musulmane mondiale en collaboration avec une grande université à Ankara. Le projet vise à faire la lumière sur les conditions des musulmans vivant dans pays différents ; c.-à-d., non seulement du point de vue de l'islamophobie, mais aussi la participation des musulmans de la diaspora dans les mécanismes de décision dans les pays où ils vivent. Pour sa part, la Turquie a félicité le SESRIC pour ses activités sur le renforcement des capacités statistiques et ses projets de coopération. Dans ce contexte, TurkStat a informé qu'il a fait participer ses experts dans 12 activités sous la bannière de StatCab en 2017 et affirmé leur volonté de continuer à fournir son appui dans la période à venir. Le président a souligné que tous les pays membres doivent davantage reconsidérer les questions d'appropriation et de durabilité. Il a déclaré que la responsabilité est également importante pour coopérer et contribuer pleinement à la réussite du SESRIC. Le soutien peut prendre la forme de partage des installations pour les activités à mener.

RAPPORT FINAL

Session sur l'«Amélioration des systèmes d'enregistrement et des statistiques des faits d'état civil (CRVS) pour la série de recensements de la population et des logements 2020»

22. Dans cette session, les exposés ont été présentés par *M. Srdan MRKIC* (UNSD), *Dr. Rachel SNOW* (UNFPA), *M. Ibrahim Mohammad AL-HAMEIZI* (GASTAT) l'Arabie Saoudite, *Mme. Ledia THOMO* (INSTAT) l'Albanie, *M. Jabbar MUSAYEV* (AzStat) l'Azerbaïdjan, *M. Nyakassi M.B. SANYANG* (GBOS) la Gambie, *M. Mohammad NOUR MOHAMMADI* (SCI) l'Iran, *Dr. Taiyseer Ahmad MUGDADI* (DoS) la Jordan, *Mme. Bakytkul UTEULINA* (CoS) Kazakhstan, and *M. Tieble DIARRA* (INS) Mali.
23. Après les exposés, le Président a invité les représentants présents à prendre part à une séance de questions-réponses. Le *Soudan* a fait observer que l'enregistrement des mariages et divorces est difficile dans certains pays. Le Soudan a également souligné que les migrants sans-papiers en Arabie saoudite peuvent causer des problèmes pour le prochain recensement et que les futures élections en Albanie peuvent avoir un impact négatif sur le recensement qui doit être effectué.
24. La *Palestine* a informé que des défis existent pour avoir des enregistrements internationaux qui sont par leur nature des problèmes administratifs et juridiques. À cet égard, la coordination avec les ministères de la Santé et de la Justice est importante.
25. L'*Indonésie* a déclaré que leur prochain recensement est en 2020, mais il y a des défis dans la collecte des données parce que l'Indonésie est composée de nombreux petits îlots de dimensions différentes. L'Indonésie a demandé s'il y a une méthode de combinaison de la population de facto et des données extraites du CRVS. Le FNUAP a été invité à élaborer davantage sur la validation croisée lorsque les données sont inégales et un concept de base de résidence.
26. Rappelant les circonstances particulières dans le pays, la *Libye* a mentionné qu'elle prévoit de mener un recensement dans certaines parties du pays. À cet égard, elles voudraient apprendre le type d'assistance que le FNUAP et la DSNU pourrait leur fournir.
27. En ce qui concerne la présentation de l'Iran, la *Côte d'Ivoire* a déclaré que les registres pourraient être utilisés pour effectuer de recensement mais certaines préoccupations existent encore. À cet égard, ils voulaient apprendre comment l'Iran prend le secteur informel et les migrants qui ne sont pas soumises aux recensements en considération. La Côte d'Ivoire a également souligné que l'Iran ait de multiples bases de données d'inscription et a recommandé l'utilisation d'une seule base de données pour éviter les doubles emplois car le système doit être holistique.
28. En ce qui concerne la présentation de l'Azerbaïdjan, le *Bénin* a demandé la durée de la mise à exécution du recensement et pourquoi 3 jours ont été nécessaires pour la formation des agents recenseurs. En ce qui concerne la présentation de l'Iran, le Bénin a voulu en savoir plus sur le rapprochement des bases de données pour en assurer la cohérence.



RAPPORT FINAL

29. Le **Pakistan** a informé les participants que le recensement a été achevé en 2017 et l'expérience de l'Azerbaïdjan est très pertinente à leur travail. Le Pakistan a révélé la couverture des questions 52 problématique mais a exprimé sa volonté de partager son expérience avec l'Azerbaïdjan.
30. L'**Arabie Saoudite** a informé qu'ils vont utiliser un système hybride pour effectuer leur recensement 2020 qui comprendra une visite à tous les ménages. L'enregistrement de recensement devrait être achevé d'ici 2030.
31. L'**Ouganda** a soulevé la question de pays concernant les difficultés qu'ils ont dans le cadre de leurs recensements. L'Ouganda a réaffirmé que plusieurs institutions publiques ont peur de fournir des données sur les citoyens par les registres qu'ils possèdent et ont aussi des difficultés dans la collecte de données sur les enfants des rues en utilisant CRVS puisque ces enfants n'ont pas encore d'adresse permanente sur la collecte de données relatives à eux ce qui peut être possible par les dirigeants locaux et les autorités. L'Ouganda a ajouté que dans le cadre de la fourniture de statistiques officielles, les ONS devraient s'engager à respecter la vie privée des répondants et la protection de la confidentialité des données qu'ils fournissent. Les préoccupations au sujet de la vie privée et la confidentialité sont en augmentation.
32. Le **Président** a proposé de discuter des questions soulevées par les pays sur une base bilatérale au cours du dîner.
33. La **DSNU** a réaffirmé que l'aide fournie par les institutions des Nations Unies est séparée en fonction de la division du travail entre les différents organismes, et la DSNU prend l'initiative pour l'élaboration de méthodologies. D'autre part, le FNUAP est bien sur le terrain. La DSNU a dit qu'ils n'utilisent pas *de jure* mais la population *résidentielle*. Selon la DSNU, les identifiants sont nécessaires pour les statistiques régionales. En ligne avec la définition habituelle, une personne qui reste dans un pays pendant un an devrait être comptée dans ce pays. Concernant la question de la confidentialité, la DSNU est en faveur de l'usage de dispositifs portables, car ils fournissent des informations en temps réel et des fonctions d'édition de données extrêmement efficaces. Comme mentionné par la DSNU, le point critique est d'avoir un cadre juridique qui a été mentionné par certains pays lors des interventions.
34. Comme une réponse à la question de l'Indonésie à propos de la validation croisée pour des recensements successifs 1994-2004, le **FNUAP** a exprimé que la migration internationale est un élément manquant qui doit être ajusté. Le FNUAP a dit qu'ils peuvent partager un document sur cette question. Le FNUAP a également déclaré qu'ils reçoivent des demandes de renseignements sur les ateliers dans les États arabes et l'Afrique pour en savoir plus sur les recensements hybrides.

RAPPORT FINAL

Session sur ‘Améliorer la production, la diffusion et l’utilisation des statistiques de la migration’

35. Les présentations de cette session ont été données par *Mme. Esra KAYI* (IOM), *Mme. Petra Rose NAHMIAS* (UNHCR), *M. Edi SETIAWAN* (BPS-Statistics Indonésie), *Mme. Aishath SHAHUDA* (NBS) Maldives, *Dr. Karamallah Ali Abdelrahman SALIH* (CBS) Soudan, et *Mme. Şerife Dilek YILMAZ* (TurkStat) Turquie.
36. Le Président a ensuite donné la parole aux participants sur les exposés présentés. Le *FNUAP* a demandé au sujet de la réconciliation des catégories des réfugiés syriens en Turquie et en outre a demandé la signification de *la protection temporaire*. La *Turquie* a répondu que le nombre de Syriens arrivant en Turquie était de 0 en 2011. Toutefois, ce nombre a augmenté au cours des années suivantes et atteint presque 3,5 millions de personnes. Comme ces personnes ne sont ni acceptées comme réfugiés ou demandeurs d'asile, le gouvernement Turc leur a donné le statut de protection temporaire¹.
37. *PARIS21* a demandé à l'Indonésie s'ils comparent les données avec le recensement du pays bénéficiaire. *PARIS21* a également demandé au Soudan de savoir comment ils l'ont su ou comment ils ont enquêté les 20 000 experts soudanais qui ont émigré à l'étranger. L'Indonésie a répondu qu'ils ont adopté les normes des migrations internationales de l'ONU, certaines sources de données se fondent sur leurs propres enquêtes et il y a de légères différences. Le Soudan a pris la décision que les pays devraient partager les données de migration pour que chaque pays puisse faire connaissance.
38. La *Turquie* a pris la parole et a informé qu'ils génèrent des statistiques fondées uniquement sur le stock de la population et l'adresse nationale fondée sur le système d'état civil. Registres annuels sont adaptés pour produire ces statistiques. En ce moment, TurkStat n'a pas diffusé ces statistiques. En outre, TurkStat a observé des différences entre leurs propres définitions et celles de certains pays de l'OCDE.

¹ Dans le contexte de l'Union européenne, la protection temporaire est une procédure de caractère exceptionnel pour fournir, en cas d'afflux massif ou d'afflux massif imminent des personnes déplacées en provenance de pays tiers qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine, une protection immédiate et temporaire à ces personnes, en particulier s'il y a également un risque que le système d'asile ne parvienne pas à traiter cet afflux sans effets indésirables pour son bon fonctionnement, dans l'intérêt des personnes concernées et d'autres personnes demandant la protection



RAPPORT FINAL

Jeudi 3 mai 2018

Session sur 'la Hiérarchisation et mesure des indicateurs des ODD et leurs harmonisation et appropriation au niveau national'

39. *Dr. Atilla Karaman (SESRIC), M. Rafik MAHJOUBI (PARIS21), M. Nguema Meye Paul HENRI (AFRISTAT), M. Ambroise ABANDA (INS) du Cameroun, M. Suhariyanto (BPS-Statistics Indonésie), Dr. Taiyseer AHMAD MUGDADI (DOS) de la Jordanie, M. Issoufou SAIDOU (INS) du Niger, Mme. Rabia AWAN (PBS) du Pakistan, M. Mahmoud M. A. ABDALRAHMAN (PCBS) de la Palestine, and M. Abdirahman Omar DAHIR (DNS) de la Somalie* ont présenté des exposés au cours de cette session.
40. Après les exposés, le Président a invité les participants à la discussion. Le **HCR** a demandé si les considérations ont été faites par les pays à la désagrégation des données par les réfugiés et les personnes déplacées (IDP). Le HCR a informé les participants qu'ils sont prêts à coopérer avec les pays sur cette question.
41. Le **Soudan** a répondu qu'ils considèrent la désagrégation de données par l'état de réfugiés et de personnes déplacées, mais ils ont des difficultés et ils sont très désireux de coopérer avec le HCR à cet égard. Selon le Soudan, les pays agissent différemment sur la désagrégation de données et demande s'il est possible d'adopter une méthode ou une stratégie commune.
42. La **Gambie** a déclaré qu'ils considèrent les programmes de développement des capacités statistiques très important et a demandé si une organisation internationale pourrait offrir ces formations au GBOS.
43. Le **Qatar** a souligné que les indicateurs de niveau mondial et national sont différents les uns des autres et à cet égard, MDPS a des divisions distinctes pour les indicateurs nationaux et mondiaux.
44. Le **Cameroun** a indiqué que les bases de données actuelles ne permettent pas de régler les problèmes et en référence à ce que le Soudan a déclaré, ils demandent l'échange de méthodologies pour leur adaptation et intégration par les pays.
45. **Maldives** a préconisé que les systèmes de données administratives doivent être modérée afin de générer les indicateurs des ODD, et même pour les populations migrantes dans le contexte du Programme DHS. Les Maldives tentent d'inclure les migrants mais ils font face à des problèmes.
46. Le **Pakistan** a déclaré que leur principal problème est la question de la désagrégation de données comme soulevé auparavant par le HCR. Comme près de 1,5 millions de réfugiés vivent dans le pays, le Pakistan considère également couvrir les personnes déplacées. À cet égard, le Pakistan a exprimé sa volonté de coopérer avec le HCR.
47. Le **HCR** a indiqué que le Cameroun a participé à la RGE. Les recommandations sont prises à très haut niveau, devrait mettre en œuvre et nécessitent l'engagement avec les parties prenantes pertinentes. Il y a bien sûr aucun moyen de désagréger tous les ODD mais d'abord il convient de choisir le plus important.



RAPPORT FINAL

48. Le *FNUAP* demande quels sont les critères que le Pakistan utilise pour la détermination des ODD. Le *Pakistan* a répondu qu'ils ont travaillé sur chaque indicateur pour leurs priorités. En raison du manque de temps, le Pakistan a fait référence au le document-cadre préparé à cet égard où chaque indicateur a été analysé en profondeur.
49. La *Libye* a informé que, même s'ils n'ont pas de refuges, leur pays est utilisé comme pays de transit pour la migration irrégulière qui affecte les pays de destination, surtout les pays européens.
50. La *DSNU* a informé que la 48e session de la Commission statistique des Nations Unies en mars 2018 a adopté de nouvelles recommandations sur les statistiques. Un manuel de compilateurs sera lancé au cours de l'année prochaine. La DSNU a décidé de travailler également sur les personnes déplacées de la même façon.
51. Le *président* a résumé les débats et a souligné que les délégués ont profité de la présentation et les commentaires partagés. Le Président a également rappelé aux pays participants qui n'ont pas encore répondu à l'enquête de tendance sur les priorités des ODD des pays membres de l'OCI à soumettre les questionnaires remplis dès que possible pour permettre au Secrétariat de présenter une analyse plus complète sur les priorités des ODD des pays de l'OCI .

Séance spéciale consacrée à 'Une nouvelle vision stratégique pour l'OIC-StatCom: Ce qu'on veut devenir d'ici 2030'

52. Conformément à l'ordre du jour de la septième session de l'OCI-StatCom, les participants ont été répartis en trois groupes en fonction de leurs langues. Le Secrétariat a informé les participants que les questions préparées pour la séance spéciale étaient de faciliter les discussions entre les membres du groupe et, si souhaité, les groupes sont libres d'ajouter d'autres questions ou modifier les actuelles. Les trois groupes avaient mené leurs discussions et préparé les synthèses de leurs résultats afin de les partager avec les autres groupes de la session plénière.
53. *M. Gürdal GEDİK*, Responsable des relations internationales et de la coordination de l'Union européenne à l'Institut de la statistique du groupe turc (TurkStat) et modérateur du groupe anglophone, a résumé les discussions de groupe comme suit :
 - Le groupe est d'abord passé par les questions, puis recueillis l'avis des membres du groupe. Il est difficile de se faire une vue commune sur chaque question en raison des différents contextes de pays des membres du groupe.
 - Un bon avis, c'est que les opportunités et les défis peuvent être considérés comme un élément puisqu'une chose peut être à la fois une opportunité et un défi ; comme les ODD.
 - L'TI à croissance rapide et les outils de communication peuvent être une opportunité et l'Agenda du développement durable 2030 est très important.
 - Les éléments de la nouvelle vision stratégique de l'OIC-StatCom, doivent être harmonisés de manière à se compléter.

RAPPORT FINAL

- La nouvelle vision stratégique doit couvrir les partenariats stratégiques car il n'est pas facile pour les ONS d'accomplir certains objectifs. Le milieu universitaire (Academia), le secteur privé et les autres parties prenantes peuvent se réunir avec les ONS pour un partenariat solide.
 - Il a été proposé de passer de méthodes traditionnelles vers des moyens plus modernes tels que le Big Data et les principes de Open Data.
 - Les systèmes statistiques actuels des pays de l'OCI posent de sérieux défis. À cet égard, l'évaluation par les pairs apparaît comme un outil indispensable et devrait être encouragée entre les pays membres pour atteindre les objectifs de la vision stratégique. Le travail du SESRIC devrait être davantage développé sur ce sujet. SESRIC peut élaborer la vision stratégique liée aux besoins et défis spécifiques à surmonter.
 - Les modalités ont été discutées pour avoir une plate-forme de diffusion de données communes qui diffusera également les données spécifiquement sur les pays de l'OCI, en particulier dans le domaine des indicateurs de l'ODD.
 - Concernant les "valeurs et principes directeurs", les trois valeurs sont toujours pertinents. L'inclusivité est également pertinent quand les différences sociales et culturelles sont prises en compte.
 - Le troisième objectif de la Vision stratégique concernant le fait de "*devenir l'organe de l'OCI pour l'élaboration de normes communes et de méthodes d'indicateurs statistiques spécifiques aux États Membres de l'OCI*" devrait être reformulé pour être conforme aux normes internationales. Il y a peut-être certains indicateurs qui ne sont pas définies par les institutions internationales qui sont spécifiques aux pays de l'OCI, de sorte que le SESRIC peut, dans ce cas, proposer des indicateurs possibles et des normes.
 - La DSNU a suggéré qu'un projet de document préparé par le Secrétariat et distribué aux pays pour leurs contributions afin qu'il puisse être soumis à la huitième session de l'OCI-StatCom. La DSNU a également ajouté que le CSNU a une position similaire. D'habitude, une longue période (10 ans comme dans le cas de l'OIC-StatCom) ne doit pas être considérée pour un document du plan stratégique plutôt une période plus courte (comme 5 ans). Le Bureau de l'OIC-StatCom ensemble avec l'appui du Secrétariat peuvent préparer les grandes lignes du projet de la vision stratégique et de les distribuer aux pays de l'OCI.
- 54.** Au nom du Groupe arabe, le **Dr. Karamallah Ali Abdelrahman SALIH**, directeur général du Bureau central de statistique (CBS) du Soudan, a informé les participants sur les délibérations prises entre les participants comme suit :
- À partir de la première partie des questions, en tant que pays islamiques, l'Islam devrait être l'élément de base qui peut être considéré comme une opportunité car les pays de l'OCI sont culturellement les mêmes et ont des visions similaires et fermer.

RAPPORT FINAL

- Les personnes suivantes ont été indiquées comme des défis à la suite de la discussion de groupe :
La distance géographique, les différences dans les statistiques entre les pays riches et les pays pauvres et entre les régions ; le manque de ressources pour couvrir les statistiques des pays de l'OCI qui a fait près de 25 % de la population mondiale ; le manque de ressources humaines, le manque de qualité ; l'insuffisance des statistiques officielles ; et le faible niveau de conscience.
 - Le développement des statistiques peut être à la fois une chance et un défi et il y a un besoin pour plus d'augmentation du niveau d'échange d'expérience entre les pays de l'OCI.
 - Par rapport à ces défis, il est nécessaire de mettre au point des partenariats statistiques. L'économie est en train de changer et 15 % du budget national devrait être alloué pour les constituants des SSN afin d'obtenir des statistiques officielles.
 - Concernant les valeurs et les principes directeurs, il est nécessaire de combiner ces valeurs avec les normes internationales.
- 55. M. Hedi SAIDI**, directeur général de l'Institut national de statistique (INS) de la Tunisie, a résumé les débats au nom des pays francophones tant que modérateur du groupe :
- Le partage d'expérience devrait être promu et avancé entre les pays membres, afin que les pays de l'OCI puissent agir collectivement pour enrichir leurs connaissances.
 - La sensibilisation sur les statistiques est un aspect important visant à créer une synergie entre les pays membres pour la prise de décisions efficaces.
 - Comme les pays de l'OCI ont différents niveaux de développement économique, les différences sont perçues comme des défis.
 - La distribution géographique ne devrait pas être un défi au 21ème siècle puisqu'il y a de la technologie.
 - Il est important de recueillir des données sur le terrain.
 - Des méthodologies plus novatrices devraient être développées dans la production de statistiques.
 - La modernisation des productions statistiques est nécessaire. Les ONS devraient utiliser des nouvelles technologies comme les tablettes et les images satellite. Les ressources humaines peuvent être développées à cet égard. Certains d'autres possibilités peuvent être combinées ; nouvelles technologies, Big Data, etc.
 - La solidarité est un pilier important pour atteindre les objectifs de développement des pays de l'OCI.
 - Concernant les "*valeurs et principes directeurs*", les principes fondamentaux de la statistique officielle peuvent être utilisés à cet égard.
 - En ce qui concerne la mise en œuvre de la Vision stratégique de l'OCI, l'OCI devrait s'occuper des richesses des pays membres et des réunions scientifiques devraient être organisées là où les ONS peuvent fournir des statistiques.

**Septième session de la Commission de statistique de l'OCI
2-3 mai 2018, Ankara – Turquie**

RAPPORT FINAL

56. Après avoir entendu les synthèses des groupes de travail, le **Président** a donné la parole pour d'autres commentaires et opinions. La **DSNU** a noté que les points soulevés par les groupes sont pertinents. Des mesures décisives doivent être prises par les ONS sur la façon dont l'OCI et ses organes pertinents devraient agir. Assurer la coordination devrait être plus efficace et ciblé, l'OIC-StatCom devrait s'assurer qu'il y a une interaction entre les organismes régionaux et les organismes internationaux comme la CS de l'ONU.
57. L'**Indonésie** a souligné que la division des rôles entre les pays de l'OCI est essentielle puisqu'il y a également des stades de développement différents du point de vue statistique. L'Indonésie a demandé au Soudan à propos de l'allocation de 15 % des budgets nationaux aux SSN. Le **Soudan**, au nom du Groupe arabe, a répondu que 15 % a été indiqué comme une proposition formulée par plusieurs organisations régionales et internationales telles que AFRISTAT et EUROSTAT.
58. **AITRS** a proposé d'avoir des programmes d'apprentissage à distance comme une modalité de renforcement des capacités de manière à avoir un système efficace en termes de coûts. Certaines universités peuvent être contactées pour développer un programme statistique commun d'enseignement en ligne pour les pays de l'OCI. AITRS a travaillé sur une proposition concernant cette modalité et peut le partager avec les parties intéressées. Cela permettra d'alléger la charge sur les cours de formation à court terme. **SESRIC** a informé les participants qu'il exerce ses efforts pour transformer le projet du programme de certification de l'OCI pour les statisticiens officiels (CPOS) en une plateforme de formation en statistique pour les pays de l'OCI.
59. **SESRIC** a rappelé que la vision stratégique de l'OIC-StatCom 2020 a été préparée après que les consultations ont eu lieu au sein du Groupe de travail établi pour rédiger le document de la vision stratégique et a proposé aux participants que la même approche pourrait être utilisée pour la nouvelle vision stratégique du document. Ce groupe peut poursuivre l'examen de la période appropriée de la vision stratégique. Le **SESRIC** a invité les pays participants soit à diriger le groupe de travail ou devenir son membre. Le **Président** a donné la parole aux pays membres pour diriger le Groupe de travail. La **Malaisie** et l'**Iran** ont convenu, entant que coprésidents du groupe de travail, à l'élaboration de la nouvelle vision stratégique de l'OIC-StatCom avec l'appui du Secrétariat.

Session sur le '62ème congrès statistique mondiale de l'IIS'

60. **M. Mohd Uzir MAHIDIN**, Statisticien en chef du département de la statistique de la Malaisie (DOSM), a informé les participants au sujet du 62^{ème} congrès statistique mondiale (CSM) de l'Institut international de statistique (IIS) qui aura lieu les 18-23 août 2019 à Kuala Lumpur, Malaisie, et comment les membres de l'OIC-StatCom peuvent contribuer et bénéficier de ce CSM 2019. Le CSM de l'ISI et les événements connexes sont au sommet des activités de l'Institut international de la statistique et a lieu tous les deux ans dans différents pays.

**Septième session de la Commission de statistique de l'OCI
2-3 mai 2018, Ankara – Turquie**

RAPPORT FINAL

- 61.** À la fin de la présentation, les participants ont été invités à la séance de questions-réponses. La **BID** a indiqué qu'ils sont en train de décider de la portée de l'appui pour le CSM de l'ISI 2019. Comme l'un des pays membres à soutenir le CMS, le **Qatar** a informé les délégués qu'ils organiseront une session spéciale consacrée à la modernisation des statistiques au cours de l'événement. La Malaisie a invité également d'autres pays membres à organiser des manifestations en marge du CMS de l'ISI 2019.

Adoption de résolutions, autres questions et remarques de clôture

- 62.** Le Secrétariat de l'OIC-StatCom partage les projets de résolution avec les participants (dans les trois langues officielles de l'OCI). Les projets de résolution ont été préparés à la lumière des discussions tenues au cours des deux jours de la Commission. Après les délibérations, le projet de résolution a été adopté par les participants.
- 63.** Après l'adoption du projet de résolution, **Dr Mohd Uzir MAHIDIN**, Statisticien en chef du ministère de la statistique de la Malaisie (DOSM) et le président de l'OIC-StatCom pour les septième et huitième sessions et **S.E. Amb. Musa KULAKLIKAYA**, directeur général du SESRIC, ont prononcé leur discours de clôture à la fin de la session.